

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/CZE/15

13 novembre 1997

(97-4977)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions de la POLOGNE¹ concernant la notification de mise à jour de la REPUBLIQUE TCHEQUE²

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 octobre 1997.

Q1. Pourrions-nous avoir de plus amples informations sur les critères de participation à ces deux programmes?

A) Garantie par l'Etat de prêts destinés à financer certains programmes de développement approuvés par le gouvernement

Réponse

Les Règles budgétaires disposent que le Ministre des finances sera habilité à accorder des garanties d'Etat afin de garantir le remboursement des crédits et autres, des formes similaires d'aide financière, ainsi que le paiement des intérêts y afférents, ajustés en fonction de toute variation des taux de change, et des autres dépenses liées aux crédits et formes similaires d'aide financière destinée à financer les programmes de développement approuvés par le gouvernement.

Dans la pratique, cela signifie que le gouvernement peut décider d'accorder une garantie d'Etat si le projet présenté par un requérant est considéré comme étant d'un grand intérêt (ou importance) pour le pays et s'il est financièrement recouvrable, afin de minimiser les risques encourus par l'Etat. Les Règles budgétaires disposent que, si l'emprunteur n'est pas en mesure de rembourser la totalité des sommes et que l'Etat s'acquitte de cette obligation en tant que garant, l'emprunteur est tenu d'honorer son engagement à une date ultérieure convenue avec l'Etat.

En règle générale, les garanties de prêts par l'Etat sont accordées pour les grands projets d'investissement dans l'infrastructure, dans le domaine de la protection de l'environnement, etc.

¹G/SCM/Q2/CZE/14.

²G/SCM/N/16/CZE.

B) Aide à l'agriculture

L'aide à l'agriculture est accordée selon trois modalités principales:

- a) Subventions directes - Le droit de bénéficier d'une subvention directe et les conditions requises reposent sur les concepts de restructuration de la production agricole, reboisement, rétablissement de la végétation, utilisation des terres à des fins autres qu'agricoles, et conservation du paysage, et activités contribuant à la protection de l'environnement. Par ailleurs, une aide est également accordée pour la gestion des forêts, les projets de reboisement des forêts polluées, la préservation du potentiel génétique des animaux et des végétaux, la remise en état des vignobles, la culture de houblon et les vergers, et l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la population.
- b) Fonds de soutien et de garantie pour l'agriculture et la sylviculture - Le Fonds a pour principale mission de garantir les crédits octroyés par les banques commerciales aux différentes entités qui entreprennent des activités de base dans le domaine de l'agriculture et de la sylviculture, et de subventionner une partie de ces crédits, pour autant que toutes les conditions énoncées dans le programme correspondant du Fonds soient remplies.
- c) Fonds national de régulation du marché des produits agricoles - Pour plus de détails, prière de se reporter aux notifications présentées régulièrement par la République tchèque au sujet du commerce d'Etat.

Le critère principal pour tous les programmes d'aide à l'agriculture susmentionnés est le recouvrement des sommes investies et l'exécution des obligations contractées envers l'Etat.

Q2. Cessation d'activités minières

La République tchèque pourrait-elle donner quelques indications, ne serait-ce que sur la durée approximative de ce programme?

Réponse

Comme il est indiqué dans le document G/SCM/N/16/CZE, la cessation d'activités minières est régie par les Résolutions du gouvernement. La dernière Résolution du gouvernement sur l'industrie du charbon, n° 558/1995, dispose que la participation financière de l'Etat sera assurée jusqu'à la fin de 1998. Cependant, le Ministère de l'industrie et du commerce est tenu d'élaborer un nouveau concept de cessation des activités pour l'avenir. Il est donc possible que la participation de l'Etat en la matière se poursuive après 1998.

Q3. Promotion des petites et moyennes entreprises

La République tchèque pourrait-elle donner une définition des petites et moyennes entreprises, pour autant qu'il existe une définition officielle dans la législation, ou l'unique critère est-il le nombre d'employés, comme indiqué dans la notification?

Réponse

La définition officielle des petites et moyennes entreprises figure dans la Loi sur le soutien de l'Etat aux petites et moyennes entreprises. Elle dispose que la taille maximale d'une entreprise, au titre de cette Loi, est de 500 employés. Le gouvernement approuve les critères pour l'octroi d'une aide sur une base annuelle. Depuis 1997, le critère est de 250 employés au maximum. Il n'y a pas d'autres critères applicables pour pouvoir bénéficier du programme en question.